

**PORTANT NOMINATION DU REGISSEUR
STATION BESSE DIL (DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE)**

Le Président de l'université Clermont Auvergne

Vu le Code de l'Éducation, notamment les articles R.719-51 à R.719-52, R.719-79 à R.719-85 ;
Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 habilitant les Présidents d'Université à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements ;
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25,26,32,34,35,39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de d'encaissement des recettes publiques ;
Vu l'arrêté n° UCA-2016-072 du 16 décembre 2016 portant institution d'une régie de recettes auprès de l'Université Clermont Auvergne pour la Station BESSE UFR ST,
Vu l'arrêté UCA-2016-073 portant nomination du régisseur Station Besse UFR ST ;
Après avis de l'agent comptable.

- ARRETE -

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions de régisseur de Madame Dominique BESSE en tant que régisseur de recettes de la Station Besse au 10 octobre 2017.

Article 2 : Madame Dominique LEAL ANDANSON est nommée régisseur de recettes de la régie de la Station BESSE de la DIL au 10 octobre 2017, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 3 : Madame Corinne MESTAS, assurera la suppléance en tant que de besoin.

Article 4 : Madame Dominique LEAL ANDANSON percevra une indemnité annuelle de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 5 : Madame Dominique LEAL ANDANSON n'est pas astreinte à constituer un cautionnement.

Article 6 : Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'il recueille ou qui lui sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 7 : Le régisseur ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 8 : L'arrêté UCA-2016-073 est abrogé.

Article 9 : Le président de l'Université et l'Agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes de l'Université et communiqué au Recteur d'Académie.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16 octobre 2017

Pour agrément,
L'Agent Comptable



Isabelle PERIN

Le Président de l'Université Clermont Auvergne,

par délégation
Le Directeur Général des Services



François Mathias BERNARD

Pour acceptation,



Le Régisseur
Dominique LEAL ANDANSON

Pour acceptation,

Le Suppléant
Corinne MESTAS



- Transmis au contrôle de légalité le 18 MAI 2018

- Publié le 18 MAI 2018

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.